



ÉTÉ 2013

Pages 2-3

ACTUALITÉS DU MONDE

Égypte

Donner la parole au peuple

Bolivie

un acte inadmissible

Pages 4-7

REGARD sur

délégation PCF

en Palestine et Israël

Page 8

SAHARA OCCIDENTAL

création d'un groupe d'études
à l'Assemblée nationale

« J'ÉCRIS TON NOM... PALESTINE »

Au moment de boucler ce dernier numéro du semestre de la *LRI* qui vous livre de premiers comptes-rendus de notre délégation en Palestine et en Israël, nous apprenions, avec profonde tristesse, le décès d'Ilan Halevi, co-fondateur de la revue *Études palestiniennes*, membre de l'OLP, ancien conseiller de Yasser Arafat et ancien ministre des Affaires étrangères de Mahmoud Abbas.

Nous voulons lui rendre ici un hommage appuyé, lui qui, au péril de sa vie, consacra son existence au combat pour la justice, la paix et la liberté, à la légitime cause de l'émancipation du peuple palestinien et à sa lutte contre l'oppression et le colonialisme.

Comme les membres de sa famille, ses proches, ses camarades, comme toutes celles et tous ceux que nous avons rencontrés il y a quelques jours en Palestine et en Israël et qui luttent au quotidien pour leurs droits, nous nous sentons aujourd'hui orphelins, mais aussi plus déterminés encore à mener le combat jusqu'à la victoire.

La paix au Proche-Orient, pour exister, a besoin de cette conquête fondatrice d'un État palestinien souverain, aux côtés d'Israël, et le peuple palestinien peut compter sur ses amis français, parmi lesquels le PCF, pour porter un nouvel et puissant élan de solidarité qui la rende, sans plus attendre, incontournable.

Lydia Samarbakhsh

responsable du département *International* du PCF



- **Estivales du Front de gauche** à Saint-Martin d'Hères le 24 août, avec notamment la participation de Yann Le Pollotec au débat *Sortir de l'OTAN ?* et de Jacques Fath au débat *Désarmer en premier ?*
- **Université du PCF** aux Karellis du 30 août au 1er septembre, avec de nombreux débats sur l'international
détails pratiques et programme : <http://formation.pcf.fr/>

Égypte donner la parole au peuple

Les événements dramatiques de ces derniers jours ne peuvent susciter que consternation et condamnation. Les violences, d'où qu'elles viennent, ne peuvent apporter aucune réponse aux questions posées sur l'avenir démocratique de l'Égypte. Car ces questions sont de nature politique. Pour quelle Égypte des millions d'hommes, de femmes, de jeunes se sont dressés ces dernières semaines ? Le mouvement populaire, moderniste, laïc, attaché aux libertés individuelles qui refuse le référent religieux dans le fonctionnement d'un système politique va-t-il s'affirmer face aux courants islamiques ? Le besoin de réponses aux urgences sociales va-t-il être pris en compte, comme celui d'une nouvelle politique économique, qui puisse sortir le pays de l'ornière actuelle ?*



Ces dernières semaines, le peuple égyptien a repris la main et engagé sa « deuxième Révolution ». Depuis deux ans, et la venue au pouvoir des Frères musulmans, les Égyptiens n'ont eu droit qu'à une tentative rampante d'islamisation de leur société, cherchant à imposer une unique grille de lecture, le fameux « *l'Islam c'est la solution* », qui a vite tourné court, confronté à la réalité. Les luttes sociales et démocratiques n'ont jamais cessé pour s'opposer à la fois à l'islamisation de l'Égypte, et aux politiques libérales qui l'accompagnent. Toutefois, si ces luttes étaient nombreuses, elles restaient dispersées.

Nous n'en sommes plus là. Aujourd'hui, le peuple égyptien est passé de la résistance à l'offensive. Face au pouvoir affaibli, isolé, discrédité des Frères musulmans, dont la base électorale n'a fait que chuter, le mouvement populaire s'est rassemblé, en faisant converger toutes ses forces pour exiger le départ de Morsi et des Frères musulmans. Leur acharnement à se maintenir à tout prix au pouvoir a donc conduit l'armée à intervenir, afin d'y mettre un terme et d'ouvrir un nouveau processus politique. L'intervention de l'armée égyptienne a reçu le soutien populaire et, à ce jour, tout doit être mis en œuvre pour réaliser la feuille de route : mise en place d'un gouvernement provisoire, une nouvelle Constitution et de nouvelles élections. Reste qu'il s'agit d'engager rapidement ce processus pour mettre fin aux violences et renouer avec un dia-

logue avec l'ensemble des courants politiques. Car les forces armées ne constituent pas une réponse adaptée à la situation. C'est aux forces politiques constituées et aux citoyens que revient la responsabilité de conduire la transition démocratique et sociale de l'Égypte.

Sans préjuger de ce que ces prochains jours seront faits, on peut se risquer à tirer quelques leçons. La première tentative dans l'histoire moderne de ce pays de faire de « l'Islam la solution », comme voulaient l'instaurer les Frères musulmans, est un échec total. À travers l'islam politique, la tentative d'instrumentaliser la religion pour en faire un mode de gouvernance n'a conduit qu'à la mise en place d'un régime autoritaire. C'est une grande leçon et un encouragement pour toutes celles et ceux qui, dans le monde arabe, luttent pour une société débarrassée de référents religieux dans l'organisation et la gestion de la société.

Il n'y a pas de solution en dehors d'une démocratie véritable, pluraliste, d'un exercice du pouvoir dans le cadre d'un État de droit, respectant les libertés collectives et individuelles, dont la liberté de conscience. Mais aussi d'une société libérée des tutelles libérales imposées par les puissances occidentales et les grandes institutions financières internationales qui conduisent les régimes vers des dérives de plus en plus autoritaires.

L'autre leçon, c'est que les puissances occidentales, dont la première d'entre elles, les États-Unis, ont beaucoup misé depuis des années sur les mouvances islamiques, pour préserver leurs intérêts dans la région. Or, l'islamisme politique, partout où il est au pouvoir, est de plus en plus contesté.

Une nouvelle donne est donc en train de naître en Égypte, qui peut, si elle réussit, avoir des répercussions sur l'ensemble de la région. La responsabilité des forces démocratiques et progressistes égyptiennes est grande. Leur rassemblement est plus nécessaire que jamais, pour être capable de tenir toute leur place dans la réalisation des aspirations démocratiques et sociales de leur peuple.

Notre solidarité à leur égard est d'autant plus déterminée que jamais.

Patrick Margaté
Monde arabe

Bolivie

L'affront fait par la France au président Evo Morales est un acte inadmissible



L'interdiction de survol du territoire français, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal et le traitement infligé au président bolivien Evo Morales pendant plus de 13 heures sont des faits graves et inadmissibles.

Une telle attitude de la part du gouvernement français vient contredire avec éclat les déclarations que le ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius avait faites lors de son voyage en Amérique latine en février 2013. On est loin de la promesse d'une relation d'égal à égal, sans hiérarchies entre les pays grands et petits de la région, loin d'une relation basée sur le dialogue politique et la confiance évoquée par Laurent Fabius. Le gouvernement français a montré un autre visage pendant ces 13 heures que le président bolivien a dû passer enfermé dans l'aéroport de Vienne, alors que l'ambassadeur espagnol exigeait l'inspection de l'avion présidentiel pour constater la présence ou non d'Edward Snowden, l'ex-agent de la NSA qui a dénoncé le système d'espionnage global mis en place par les États-Unis.

Les explications données par les autorités françaises sont d'une grande légèreté : ce serait l'erreur d'un fonctionnaire anonyme, un malentendu... et pour réparer la faute, le ministre s'est contenté d'un coup de fil à son homologue bolivien pour exprimer des « regrets ».

L'indignation exprimée par les présidents de l'Équateur, du Venezuela, de l'Argentine, de l'Uruguay et par les représentants du Brésil, de la Colombie, du Pérou, du Chili réunis à Cochabamba lors d'une réunion d'Unasur, est grande et justifiée. Dans la déclaration adoptée, ces pays voient une offense commise non seulement contre le peuple bolivien, mais contre toute la communauté latino-américaine. Ils dénoncent la violation des traités internationaux, un acte hostile qui crée un précédent dangereux en matière du droit international, sans oublier ce qui a amené les pays européens à traiter un chef d'État avec si peu de respect : une forme de complicité de la part des alliés des États-Unis qui, en fin de comptes, se font les complices des pratiques illégales qui mettent en danger les droits des citoyens et les relations d'amitié entre les peuples.

Au fond, cet incident insolite n'est que le reflet de l'État du monde d'aujourd'hui : des conceptions sécuritaires qui mettent de plus en plus en cause les droits et les libertés, une puissance impériale qui menace les pays qui oseraient exercer leur droit à donner l'asile, une Europe qui s'accommode bien et participe à la configuration d'un ordre international plein de dangers, le déni du droit à demander l'asile. Des citoyens, États, institutions, entreprises sont espionnés et surveillés dans le monde et on ne trouve pas mieux que d'aller s'attaquer au président d'un pays qui fait de la paix et du « bien vivre », des principes inscrits dans sa Constitution.

Comment ne pas donner raison au vice-président bolivien, Alvaro Garcia Linera, lorsqu'il parle de « pages honteuses de la histoire politique de certains pays européens », qui non seulement ont violé le droit international mais aussi leur propre dignité ? « Les colonies, dit-il, ne sont pas en Amérique ou en Afrique mais, lamentablement, elles ont en Europe ».

Les présidents Rafael Correa de l'Équateur et Cristina Fernandez de l'Argentine, ont critiqué les pays européens qui ne cessent de réclamer la « sécurité juridique » et la « non discrimination » de leurs transnationales soumises aux nouvelles lois et régimes fiscaux en Amérique latine, mais qui n'ont aucune hésitation dès lors qu'il s'agit de violer le droit international. Rafael Correa a tenu à rappeler que l'Amérique latine n'acceptera pas que l'on fasse la différence entre « pays de première catégorie et pays de deuxième catégorie ».

Laurent Fabius avait proposé à l'Amérique latine, lors de son voyage*, une relation de respect sur un pied d'égalité. Pour que soit possible un dialogue politique avec une région qui, selon lui, devient « une priorité » pour la politique étrangère de la France, il faudra des actes. Le gouvernement français aura-t-il la volonté politique réelle nécessaire ?

Obey Ament
Amérique latine

* Voir LRI mars 2013

DÉCLARATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

De retour d'une visite en Israël et Palestine, du 27 juin au 2 juillet, la délégation officielle du Parti communiste français conduite par son secrétaire national, Pierre Laurent, également président du Parti de la gauche européenne (PGE) et sénateur, tient à réaffirmer l'urgence d'une action ferme de la France et de l'Union européenne en faveur de la reprise des négociations de paix. Cela ne peut plus attendre : la poursuite de la colonisation israélienne, les humiliations et violences quotidiennes perpétrées par l'armée d'occupation et les colons à l'encontre des Palestiniens, les discriminations des populations arabes israéliennes, la pauvreté et les graves inégalités socio-économiques rendent la situation intenable. Cette visite coïncidait avec le passage de John Kerry, émissaire américain, qui s'est à nouveau soldé par un échec devant l'intransigeance du gouvernement israélien qui refuse de geler la colonisation et qui ne respecte pas l'engagement d'Oslo de libérer les prisonniers politiques d'avant 1993.

La délégation entourant Pierre Laurent, composée de Patrick Le Hyaric, député européen et directeur du journal *l'Humanité*, Lydia Samarbakhsh, responsable des relations internationales du PCF, Mathilde Caroly, conseillère municipale communiste de Saint-Denis, Nordine Idir, secrétaire général du Mouvement Jeunes communistes, et Fernand Tuil, président de l'AJFP (Association de jumelages entre les camps de réfugiés palestiniens et les villes françaises), a été reçue à Jérusalem, Nazareth, Ramallah, Naplouse, Bethléem, Beithuna, aux camps de Balata et de Dheishe, ainsi qu'à la Knesset par le groupe parlementaire Hadash. La délégation a également tenu à se recueillir, lundi 1er juillet, devant la tombe du président palestinien, Yasser Arafat, à Ramallah.

Au cours de ces entretiens et de ces visites, nos interlocuteurs nous ont confirmé et montré sur le terrain à quel point, chaque jour, le gouvernement israélien de B. Netanyahu s'ingénie à bloquer tout processus de dia-

logue avec les Palestiniens et à attiser la tension. Le gouvernement s'entête à encourager la poursuite de la colonisation – en particulier à Jérusalem-Est – alors qu'il s'agirait d'amorcer un mouvement réel de décolonisation ; il laisse l'armée détruire les fruits de coopérations internationales et de l'aide humanitaire (même dans les zones où Tsahal n'est pas autorisée à intervenir) alors qu'il s'agirait d'appuyer le développement et les coopérations – y compris entre Israël et la Palestine. B. Netanyahu et son gouvernement multiplient les arrestations arbitraires et les détentions administratives, et déportent maintenant les Bédouins du Neguev, pourtant « citoyens israéliens », qui sont chassés manu militari de leurs villages, et ceux-ci détruits. Ce sont près de 70 000 personnes, enfants et adultes, qui sont concernées par cette inadmissible opération qui fait l'objet d'un projet de loi !

Israël agit ainsi au mépris du droit international et au mépris des accords d'association qu'il a lui-même passé avec l'Union européenne en violant les clauses de respect des droits de la personne. Or au moment de son passage les 20 et 21 juin derniers, madame Ashton, vice-présidente de la Commission européenne et haute représentante pour les affaires étrangères et la sécurité, est demeurée absolument silencieuse à ce sujet. Pis, dans les jours qui ont suivi, la commissaire n'a pas aidé les ministres des affaires étrangères européens à s'accorder sur une déclaration commune pourtant soutenue par de nombreux pays.

Le PCF appelle à intensifier le mouvement de solidarité en France et en Europe avec le peuple palestinien pour son droit légitime à un État souverain, dans les frontières de 1967 et avec Jérusalem-Est pour capitale, et de solidarité avec ceux qui en Israël se battent contre les discriminations raciales, pour la justice sociale, l'égalité des droits et la dignité.

La France peut commencer par réaffirmer son engagement en faveur de la paix et reconnaître l'État de Palestine, ainsi qu'appuyer son adhésion aux instances internationales. Le gouvernement israélien doit être isolé. Sa politique est la politique du pire ; elle n'offre aucun avenir aux Palestiniens, et si peu aux Israéliens eux-mêmes. La France doit prendre l'initiative de faire suspendre l'accord d'association UE-Israël, de sanctionner les entreprises qui profitent de la colonisation israélienne et au contraire d'encourager et protéger la coopération dans les territoires palestiniens. Après la Grande-Bretagne et les Pays-Bas, il serait tout à l'honneur de notre pays d'adopter l'étiquetage des produits provenant des colonies.

La Fête de l'Humanité 2013 sera marquée par ce nouvel élan avec le lancement en France de la campagne mondiale pour la libération de Marwan Barghouthi et des prisonniers politiques palestiniens. « Libérer Marwan Barghouthi, c'est libérer la Palestine ». La France doit être au rendez-vous.

rencontre avec des forces politiques palestiniennes (FPLP, Baas, etc.)



AGIR ICI ET MAINTENANT

Après ce voyage plus que fructueux, se pose la question de nos modes d'action une fois revenus en France. L'internationalisme s'exprime en effet dans nos séjours, nos rencontres dans les espaces internationaux, mais il n'est possible que par une expérience au plus près de chez soi. Le message des Palestiniens consiste d'ailleurs souvent dans l'idée qu'il faut travailler à gagner une majorité dans nos divers pays pour inverser le rapport de forces international en donnant de l'écho à leur lutte. Cela implique pour nous de ne pas être le seul dépositaire d'une parole palestinienne mais de réfléchir les outils pour la rendre compréhensible dans la société française. Ce qui mérite de s'attarder sur les enjeux de présentation du conflit israélo-palestinien en France.

Dans un contexte où la lutte contre le terrorisme international constitue un enjeu majeur d'intervention et se décline dans un ensemble de politiques sécuritaires, se sont imposés des schémas d'analyse qui présentent les relations dans les sociétés sur des bases ethno-religieuses. Le conflit au Proche-Orient y tient d'ailleurs une place importante car il symboliserait cette incompatibilité ou cette sensibilité qu'il ne faudrait pas exacerber. En témoigne la récurrente accusation d'« importation du conflit » et de son éventuelle transposition au sein de la société française.

Il y a donc une chape de plomb qui s'exerce en France autour de ce conflit qui vise à lui ôter son caractère universel de lutte émancipatrice et sa centralité dans la résolution des enjeux politiques du Moyen-Orient. Les processus de recomposition régionale qui focalisent une certaine attention médiatique et diplomatique ne font que confirmer cette centralité du conflit. Affaiblir l'expression par cet aveuglement politique et cette disqualification n'est clairement pas neutre puisqu'elle s'ancre bien dans l'idée que rien ne doit favoriser l'échange et la coopération entre les peuples.

D'où la nécessité d'agir ici et maintenant en conciliant l'impératif de faire rayonner les aspirations du peuple palestinien et de permettre d'avancer nos conceptions de partage, de solidarité au travers de ce combat. C'est bien l'enjeu de créer des ponts entre les peuples pour montrer l'utilité de notre intervention politique pour les Palestiniens mais aussi... pour nous en France.

Cette intervention peut se faire de multiples manières. En effet, il existe nombre d'acteurs qui initient des actions autour de la Palestine. Cette intervention est plurielle et plus que contradictoire, car si beaucoup de progressistes jouent dans ce cadre, des conservateurs de tout poil n'hésitent pas à s'en saisir pour détourner une colère, un sentiment fort qui existe en France. Ne négligeons pas, en effet, le degré de mobilisation qui existe en France à ce sujet. La Palestine est un sujet sensible car il a valeur d'identification pour tous ceux et celles qui sont relégués territorialement, qui vivent un arbitraire quotidien auquel se mêle une violence sociale insidieuse et bien souvent silencieuse.

C'est donc bien en pensant notre action comme un cadre d'expression d'une citoyenneté sans frontières que nous devons nous situer pour déconstruire les faux-semblants et favoriser le vivre-ensemble. Combien d'associations ou de collectifs existants en France autour de la Palestine, qui rassemble autant d'individus qu'on dit éloignés ou désintéressés de la politique ? Il y a bien un enjeu à réfléchir nos interventions politiques avec ces multiples acteurs qui constituent la face cachée du combat.

Quand les jeunes communistes organisent une dizaine de tournois de foot, avec plusieurs associations, à travers le pays pour dénoncer l'Euro-Espoirs de football en Israël, ils montrent la situation des sportifs palestiniens et au-delà de tous les Palestiniens, pour qui chaque acte aussi banal que la pratique sportive relève de la résistance. Ils créent cette porte d'entrée en politique pour favoriser une voix des jeunes en faveur de la paix et de la justice. C'est bien ce qui est au cœur de la campagne des jeunes communistes depuis 3 ans et la bataille pour la libération de Salah Hamouri. Par le biais d'initiatives d'éducation populaire (concerts de solidarité internationale, projections-débat), nous voulons rassembler largement autour du droit à l'autodétermination des Palestiniens et ouvrir les pistes d'action concrètes qui ne manquent pas. Pour la reconnaissance unilatérale de la Palestine par la France, la libération des prisonniers politiques ou encore la suspension des accords de coopération économique entre l'Union européenne et Israël au vu des violations quotidiennes des droits humains (dans le cadre de l'appel BDS), les chantiers ne manquent pas. Pour notre part,

rencontre à la mairie de Beithuna, près de Ramallah



agir ici et maintenant

nous insisterons sur de la reconnaissance immédiate de la Palestine par la France au travers d'un appel de personnalités, déclinable sous forme de pétitions, que nous voulons large pour amplifier le combat et ne pas attendre plus longtemps.

D'autres initiatives qui permettent d'amplifier toujours plus le combat : quand l'AJPF établit des partenariats entre camps de réfugiés palestiniens et villes françaises, elle crée des liens directs entre deux populations et montre l'utilité immédiate de partenariats solidaires. Ce travail a abouti avec les élus de l'ANECR à un appel au président de la République pour la reconnaissance immédiate de la Palestine. Ce sont autant d'appuis populaires et institutionnels qui favorisent l'écho de cette lutte, ce que les Palestiniens réclament sans cesse.

L'AFPS travaille autour des prisonniers palestiniens et établit lien direct entre eux et des citoyens français, permettant de faire de chacun la caisse de résonance de cette répression qui n'a que trop duré. Autour de la dénonciation de l'entreprise Orange, dont l'État est actionnaire, il s'agit de mettre le gouvernement français devant ses responsabilités.

Agir ici et maintenant, c'est donc réussir à partir des aspirations et demandes du peuple palestinien, mais aussi réussir à traduire ce combat d'émancipation dans un contexte français où la lutte internationale a plus que jamais sa place dans les combats pour la démocratie, la solidarité et le vivre-ensemble.

Nordine Idir

secrétaire général du MJCF

LIBÉREZ

tous les prisonniers politiques palestiniens !

« **O**ù as-tu appris l'hébreu ? » « En prison ! »
Quand on rencontre un Palestinien, cette réponse revient souvent. On prend alors conscience que toutes les familles palestiniennes sont concernées, que des hommes, des femmes, des enfants passent régulièrement par la case prison. Le motif peut être souvent anodin : faire partie d'une organisation que les Israéliens considèrent comme terroriste, organiser des manifestations pacifistes pour dénoncer la colonisation, avoir jeté une pierre contre l'occupant et ses chars...

C'est sûrement pour cela qu'un des points non discutables, en plus du droit au retour, de Jérusalem Est comme capitale, reste la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens.

L'association Addameer¹ (conscience en arabe), association de soutien aux prisonniers et des droits de l'Homme, fait un travail remarquable de recensement des prisonniers mais aussi apporte une aide juridique et travaille pour mettre fin à la torture et aux violations des droits des prisonniers (convention de Genève). Elle a lancé des campagnes de sensibilisation internationales pour alerter sur la situation préoccupante de certains des détenus et pour dénoncer la détention administrative².

Au 1er juin 2013, on recensait 4 979 prisonniers, dont 156 en détention administrative, 15 femmes, 238 enfants sont 44 de moins de 16 ans, 13 parlementaires, 12 de ces prisonniers faisaient la grève de la faim, mais ces chiffres fluctuent continuellement.

La campagne de parrainages de prisonniers politiques lancée par l'AFPS³ s'appuie sur leur travail. Il faut l'amplifier car elle permet aux détenus de sortir de leur isolement et de montrer au gouvernement israélien que leurs sorts concernent des milliers de Français. Beaucoup d'élus PCF soutiennent cette campagne et écrivent régulièrement à leur filleul.

Lors de la délégation conduite par Pierre Laurent, nous avons rencontré une association israélienne qui travaille aussi sur la question des prisonniers : le Comité contre la torture en Israël. Ce comité s'est créé en 1990, à une période où la situation des prisonniers palestiniens était dramatique, 95% étaient soumis à la torture. Grâce à leur action en collaboration avec d'autres associations de droits humains, en 1999, la Cour suprême israélienne a statué sur l'interdiction de certaines méthodes de torture utilisées jusqu'alors, sauf en cas de nécessité (!).

Malgré cela, même si ces pratiques ont diminué significativement, elles perdurent, ce que cette association considère comme contraire aux valeurs d'une démocratie. Nous avons rencontré, à l'hôpital de Ramallah, un prisonnier qui, faute de soins pendant sa détention, aujourd'hui libéré, est entre la vie et la mort.

1. <http://www.addameer.org/index.php>

2. La détention administrative est une procédure qui permet à l'armée israélienne de détenir une personne pour une période de six mois maximum, renouvelable de manière indéfinie, sans inculpation ni procès. cf. campagne de la Plateforme des ONG françaises pour la Palestine : <http://plateforme-palestine.org/spip.php?article3657>

6 3. <http://www.france-palestine.org/Parrainer-un-e-prisonnier-e>

libérez tous les prisonniers politiques palestiniens !

Le Comité utilise les voies de la justice pour lutter en apportant une aide juridique aux prisonniers victimes de sévices, en demandant un cadre légal pour les interrogatoires (enregistrements vidéo...). Il essaie aussi de sensibiliser la population israélienne en allant dans les lycées à la rencontre des jeunes avant leurs services militaires.

Il faut renforcer le système juridique car soit les lois n'existent pas, soit, quand elles existent, elles ne sont pas mises en application. Pour cela, il est nécessaire que des pressions internationales soient exercées sur Israël notamment des pressions européennes en utilisant la suspension des accords d'association UE/Israël qui contiennent une clause de respect des droits de l'Homme.

4. In *l'Humanité* du mardi 9 juillet 2013, p.12

Nous avons aussi rencontré Fadwa Barghouti qui, avec un comité de soutien, travaille au lancement d'une campagne internationale pour la libération de Marwan Barghouti et de tous les prisonniers politiques. Elle explique que « *chaque prisonnier est un symbole de la résistance. Marwan est devenu un tel symbole qu'il est ainsi plus facile d'expliquer aux nouvelles générations le combat que nous menons. De 1967 à nos jours, il n'y avait jamais eu de prisonnier à la popularité aussi importante que la sienne. Celle-ci ne résulte pas du fait qu'il est enfermé, mais du fait que les gens ont besoin de lui hors de prison.* »⁴

Le PCF prendra toute sa place dans cette mobilisation. Fadwa sera l'invitée d'honneur de la Fête de l'Humanité.

Mathilde Caroly

commission internationale du PCF

URGENCE CONTRE UN PROJET DE LOI INIQUE

le lundi 24 juin 2013, la Knesset, le parlement israélien a approuvé en première lecture le projet de loi Prawer/Begin (43 pour/40 contre - ce qui laisse 37 votes blancs ou absents)

Ce plan propose de déplacer des dizaines de milliers de Bédouins palestiniens, entre 40 000 et 70 000 (détenteurs de cartes d'identité israéliennes), de détruire leurs villages et de les chasser de leurs terres situées dans le désert du Negev au sud d'Israël.

Ce plan, au mépris du droit international, s'inscrit dans l'objectif des autorités israéliennes : la judaïsation du Negev.

Lors de sa présence en Palestine et en Israël, la délégation du PCF, sous la conduite de Pierre

Laurent, a rencontré à la Knesset les représentants de Hadash : Mohammad Barakeh, Hana Sweid, Dov Khenin, Afu Agbaria. Ce problème a été évoqué.

Hadash compte sur la période entre la première et deuxième lecture pour mobiliser contre ce projet raciste – une grève générale organisée avec le Parti communiste israélien avec le Haut comité de la population arabe est prévue en Israël le 15 juillet.

**une mobilisation internationale s'est déjà organisée, une pétition a été lancée
POUR LA SIGNER**

<http://www.france-palestine.org/Arretez-le-Plan-Prawe>

Le PCF a signé le communiqué du Collectif national pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens, qui demande une rencontre au ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius, pour que celui-ci fasse pression sur le gouvernement israélien.



**GROUPE DE LA GAUCHE
DEMOCRATE ET REPUBLICAINE (GDR)**

Communiqué de presse

Paris, le 28 juin 2013

Le Groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR) a enfin obtenu la création du groupe d'études «Sahara occidental» qu'il réclamait depuis plus de cinq ans. Le député Nicolas Sansu en assurera la coprésidence aux côtés d'un député du Groupe Socialiste, républicain et citoyen (SRC).

Ce groupe d'études pourra être un facilitateur dans le conflit du Sahara occidental. En effet, les positions du Maroc et du Front Polisario apparaissent clairement affirmées. Le Polisario réclame un référendum d'autodétermination et milite pour la création de la « République Arabe Sahraouie Démocratique » (RASD).

Le Maroc, qui considère «le Sahara occidental comme faisant partie de son territoire national, propose un statut d'autonomie conforme à la légalité internationale, à la Charte des Nations Unies et aux résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité».

En date du 28 novembre 2012, l'Envoyé Spécial du Secrétaire Général de l'ONU en charge de la question du Sahara, a présenté devant le Conseil de Sécurité un rapport en application de la résolution 2044 du Conseil de Sécurité. Ce rapport souligne l'enlisement du processus de négociations et la nécessité de donner une nouvelle dynamique à travers une nouvelle approche.

La France, du fait de son rôle historique dans cette région, ne peut rester absente de cette recherche de solution, et ce groupe d'études en sera un facilitateur.

**Contact : Secrétariat du Groupe GDR
Tél. 01 40 63 60 81
E. mail : groupe.gdr@assemblee-nationale.fr**